

***Les philanthropes : Autorité ou
pouvoir sur l'enseignement
supérieur américain ?***

Carole MASSEYS-BERTONECHE

IUT Bordeaux-Montesquieu, Université Bordeaux 4

Introduction

Les concepts de pouvoir et d'autorité sont des termes essentiels en Sciences Sociales aussi bien qu'en Science politique mais ce sont aussi des notions difficiles à cerner.

À cette difficulté de cerner les notions de pouvoir et d'autorité s'ajoute le fait que les délimitations entre les définitions de concepts comme le pouvoir, l'autorité et la domination ne sont pas toujours clairement définies.

Pour étudier ces notions de pouvoir et d'autorité, il nous a donc paru avant tout essentiel de définir un domaine : le domaine à l'intérieur duquel s'exerce le Pouvoir et est reconnue l'Autorité. Nous avons choisi de centrer cette présentation sur l'enseignement supérieur américain et, plus précisément, sur les grandes universités de recherche et sur leurs relations avec ce qu'on appelle aux Etats-Unis « le domaine de la philanthropie ».

Les relations de pouvoir à l'intérieur du système d'enseignement supérieur américain sont complexes. A l'origine, et selon le dixième amendement de la Constitution, l'enseignement supérieur ressort du pouvoir des Etats fédérés. Mais progressivement une partie des institutions d'enseignement supérieur va échapper à ce pouvoir. D'abord par la Loi Dartmouth qui va permettre à certaines d'entre elles d'officialiser la privatisation de leur gestion. Ensuite par la Loi Morrill qui va montrer le pouvoir de l'Etat fédéral au niveau du financement de l'enseignement supérieur. Enfin par la mise en place d'un système de réseaux et d'influences, ce que j'appelle le réseau de la philanthropie, qui va non seulement permettre de faire circuler les capitaux privés vers des institutions d'enseignement supérieur sélectionnées mais qui va aussi aider à orienter les financements publics vers ces mêmes institutions.

Cette privatisation progressive de l'enseignement supérieur américain et ce mélange entre pouvoir public et pouvoir privé se sont mis en place à travers les relations qui se sont établies entre les dirigeants des universités et les pourvoyeurs de fonds ou philanthropes et ce sont ces relations de pouvoir et d'autorité que nous allons tenter

d'analyser. Nous allons essayer de comprendre le pouvoir que ces philanthropes ont exercé en échange de leur aide financière.

Ont-ils obligé les présidents des universités à « marcher au pas de l'oie », comme l'accuse Upton Sinclair dans son livre très critique de la gestion des institutions d'enseignement supérieur américaines, écrit en 1922 et intitulé *The Goose-Step: A Study of American Education*, ou ont-ils simplement essayé d'acquiescer une autorité en matière universitaire pour mieux aider ces dirigeants à développer leur vision personnelle de l'enseignement supérieur américain ? Et quelle notion ces philanthropes du début du XX^e siècle ont-ils transmis à la génération des philanthropes contemporains, les Bill Gates, Warren Buffet et autres milliardaires : une idée de pouvoir ou d'autorité ?

Pour répondre à ces questions, nous articulons notre présentation autour de deux grands axes. Dans une première partie, nous essayerons de comprendre les rôles respectifs des philanthropes, des présidents d'universités et de ceux que l'on a appelé les « philanthropoïdes » dans l'établissement et le fonctionnement de cet outil de pouvoir qu'est la fondation. Ensuite, dans une deuxième partie, nous étudierons les évolutions qui ont suivi les événements de 1968 et, notamment, la remise en cause de l'autorité des présidents des universités d'élite et du pouvoir des fondations et le rétablissement de cette autorité et de ce pouvoir par l'institutionnalisation de la philanthropie.

1^{ère} Partie - Les fondations : outils de pouvoir des philanthropes ou instruments d'action des philanthropoïdes

La Fondation Rockefeller : Pouvoir privé ou pouvoir public

Quand on étudie le phénomène philanthropique du début du 20^e siècle, deux noms viennent immédiatement à l'esprit : Carnegie et Rockefeller. Les centaines de millions de dollars qu'ils distribuèrent rendent tous les autres efforts philanthropiques de l'époque dérisoires. Ils transformèrent les institutions charitables existantes pour qu'elles puissent répondre à une forme différente de philanthropie, créant, en quelque sorte, un nouveau type de fondation. Mais est-ce bien eux qui furent derrière ces transformations ?

Les fondations, qui furent créées au XX^e siècle, apportèrent plusieurs changements majeurs dans le domaine de la philanthropie. Le premier de ces changements fut que les buts des fondations furent définis de manière très ouverte, leur donnant un champ d'action très étendu et une dimension nationale. Le deuxième changement réside dans l'importance des capitaux investis dans ces nouvelles fondations. Cette puissance financière sans précédent leur donna ainsi le pouvoir d'investir d'énormes sommes d'argent sur des projets de leur choix et de passer, selon les termes de Frederick Gates, « d'une philanthropie au détail à une philanthropie en gros »¹. La dernière évolution, liée à la difficulté de gestion de ces immenses fortunes, fut l'apparition, auprès des créateurs de fondations, de conseillers pour les aider à élaborer les formes et les objectifs de leur philanthropie. Cela entraîna un transfert de la décision de donner et des conditions attachées à la donation du philanthrope au « philanthropoïde » c'est-à-dire, selon la définition de Merle Curti et Roderick Nash, « à quelqu'un chargé de distribuer de l'argent ne lui appartenant pas »². Ces conseillers, contrairement aux philanthropes qui, pour la plupart, étaient issus d'un milieu modeste, venaient souvent de familles aisées, possédaient un haut niveau d'éducation, avaient voyagé et faisaient partie de l'establishment de la côte Est. Ils furent donc l'élément moteur dans l'orientation de la politique des fondations³.

De tous ceux qui eurent du pouvoir sur les philanthropes, Frederick T. Gates fut, sans aucun doute, celui qui exerça l'influence la plus forte. Il fut aussi le seul parmi les philanthropoïdes à ne pas avoir exercé de fonction universitaire. Secrétaire de la *American Baptist Education Society*, il fut le conseiller spirituel de Rockefeller et le gestionnaire de sa fortune et de ses œuvres philanthropiques. Il fut donc non seulement responsable de la conception de la plus grosse entreprise philanthropique de Rockefeller, la Fondation Rockefeller, mais ce fut aussi lui qui poussa Rockefeller à accepter pour cette dernière un contrôle des pouvoirs publics en établissant que « la charte

¹ Cité dans R. B. FOSDICK, *The Story of the Rockefeller Foundation*, New Brunswick : Transaction Publishers, 1990, p. 7.

² M. CURTI & R. NASH, *Philanthropy in the Shaping of American Higher Education*, New Brunswick: Transaction Publishers, 1965, p. 213.

³ Sur le rôle de ces conseillers, voir B. D. Karl, & S. N. KATZ, « Foundations and Ruling Class Elites », *Daedalus*, Winter 1987, pp. 1-40.

pouvait être sujette à des changements, des amendements ou même être supprimée selon le bon vouloir du Congrès »⁴.

Beaucoup de choses ont été écrites sur les motivations de la décision de Rockefeller mais que ses intentions aient été louables comme le soutenaient ses conseillers ou détestables comme l'accusaient ses détracteurs, qu'elles aient été influencées par ses conseillers ou qu'elles aient été de sa propre initiative, il n'en est pas moins vrai que Rockefeller était prêt à remettre le contrôle de sa fondation et donc d'une partie importante de sa fortune entre les mains du Congrès. Il accepta même, à différents stades du débat, qui dura trois ans, des restrictions additionnelles au fonctionnement de la fondation.

Cependant, malgré toutes ces concessions, le Congrès et le gouvernement du président William Taft refusèrent d'officialiser la Fondation⁵. Si ce refus peut se comprendre en le replaçant dans le contexte politique et économique de l'époque, il n'en demeure pas moins que, si le Congrès avait autorisé la charte avec ses amendements, la Fondation Rockefeller serait devenue une organisation quasi-publique, établissant un exemple pour les fondations futures du même type.

L'échec de cette tentative allait ancrer de manière définitive la gestion des fondations dans la sphère du pouvoir privé.

***L'influence de la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching sur les changements de l'enseignement supérieur :
Pouvoir de Carnegie ou autorité de Pritchett ?***

En 1911, à la suite de Rockefeller, Carnegie transférait la presque totalité de sa fortune, dans une fondation intitulée la Corporation Carnegie⁶. Pourtant malgré l'importance financière de cette fondation,

⁴ Cité dans B. HOWE, « The Emergence of Scientific Philanthropy, 1900-1920: Origin, Issues and Outcomes », dans R. F. ARNOYE, R., F. (ed.), *Philanthropy and Cultural Imperialism*, Indiana University Press, 1982, p. 29.

⁵ Devant ce refus, Rockefeller se tourna alors vers la législature de New York qui, sans attendre et sans exiger aucune des conditions qui avaient été imposées par le Congrès, lui accorda la charte désirée.

⁶ Bien qu'étant une fondation, la Corporation Carnegie fut baptisée « Corporation » tout simplement parce que Carnegie avait déjà utilisé les noms de *foundation*, *trust*,

l'influence des organisations philanthropiques de Carnegie, pendant les trois premières décennies du 20^e siècle, s'est exercée essentiellement par l'intermédiaire de la *Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching* (CFAT), la Corporation Carnegie jouant uniquement le rôle de bailleur de fonds⁷.

Même si Carnegie, contrairement à Rockefeller, a formalisé ses idées sur la philanthropie en mettant par écrit sa conception des devoirs de l'homme riche dans un article intitulé « L'Évangile de la Richesse », « *The Gospel of Wealth* », il n'en a pas pour autant été moins influencé dans la conception de ses œuvres philanthropiques. La création de la CFAT, par exemple, et le rôle majeur qu'elle a joué dans les changements de l'enseignement supérieur du début du XX^e siècle sont dus à la personnalité et aux idées de son premier président, Henry W. Pritchett, ancien président du MIT. Le souhait de Pritchett était de relever le niveau de l'enseignement supérieur américain. Il se servit donc du programme de retraite pour l'enseignement supérieur, mis en place par la CFAT, pour imposer des normes aux institutions qui désiraient en bénéficier. Ne craignant pas d'assumer la responsabilité du détournement des vœux de Carnegie, il affirmait : « Bien que l'objectif premier de la donation de M. Carnegie ait été l'établissement d'un système de retraite, je suggérais que l'administration de cette donation implique un examen minutieux du système éducatif qui [...] permette de résoudre la confusion existant alors dans l'enseignement supérieur américain. »⁸ Aux normes de Carnegie il ajouta un certain nombre de critères. Pour bénéficier du système de retraite, les institutions devaient satisfaire à des standards de niveaux d'admission, d'enseignement et de revenus⁹. L'action de la CFAT avait, en fait, trois objectifs : en premier lieu celui d'éliminer les petits collèges confessionnels dont le niveau d'enseignement était

endowment, institute pour ses autres œuvres philanthropiques. Voir W.A. NIELSEN, *The Golden Donors: A New Anatomy of the Great Foundations*, New York: E.P. Dutton, Truman Talley Books, 1985

⁷ Sur le rôle de la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching voir E. C. LAGEMANN, *Private Power for the Public Good*, Middleton: Wesleyan University Press, 1983 et E. V. HOLLIS, *Philanthropic Foundations and Higher Education*, New York: Columbia University Press, 1938, p. 69.

⁸ Cité dans HOLLIS, *op. cit.*, p. 37.

⁹ Pour le détail des standards imposés par Pritchett, voir HOLLIS, *op. cit.*, pp. 130-40.

des plus médiocres¹⁰, ensuite celui de pousser les institutions d'enseignement supérieur à s'aligner sur les universités d'élite, enfin celui d'aider ces dernières à conserver leur avantage par rapport aux autres institutions pour qu'elles continuent à servir de modèle de référence¹¹. Il n'est donc pas surprenant que Pritchett ait été soutenu dans son action de standardisation par les présidents des universités d'élite qui, d'ailleurs, pour la plupart, siégeaient au Conseil de trustees de la CFAT¹².

On peut donc dire en conclusion de notre première partie que, plus que n'importe quelle autre cause, c'est l'apparition à la fin du XIX^e siècle d'une nouvelle race de responsables universitaires, à forte personnalité, qui a été à l'origine de la transformation du système d'enseignement supérieur américain. Sans sous-estimer l'importance du rôle des philanthropes, il est indéniable que ce sont les présidents d'universités qui ont été les éléments moteurs. Farouches défenseurs du secteur privé dans l'enseignement supérieur, ils facilitèrent et même encouragèrent la prise en charge du financement de l'enseignement supérieur et de la recherche par la philanthropie et en particulier, dans les trente premières années du XX^e siècle, par les fondations.

Cet engagement ne faisait que refléter l'état d'esprit de l'époque. L'idée que la philanthropie puisse prendre en charge des missions de service public était non seulement acceptée mais considérée par les dirigeants du pays comme un objectif désirable¹³. La période de prospérité économique des années 1920 fut donc l'âge d'or des universités privées, de la philanthropie et du secteur privé en général. La Crise de 1929 devait mettre un terme à ce règne et la seconde guerre mondiale allait permettre l'entrée en force du gouvernement fédéral dans le monde universitaire. La remise en cause du pouvoir

¹⁰ Il existait dans le système d'enseignement américain du début du siècle des différences de niveaux énormes et beaucoup d'institutions se faisaient appeler universités alors qu'elles avaient un niveau d'enseignement secondaire.

¹¹ Voir LAGEMANN, *op. cit.*, p. 40.

¹² Dans les 25 personnes qui fondèrent la CFAT, la plupart étaient des présidents d'universités privées prestigieuses. Parmi eux Eliot d'Harvard, qui fut élu président du Conseil de trustees, Hadley de Yale, Butler de Columbia, Woodrow Wilson de Princeton, Shurman de Cornell, Jordan de Stanford, Harper de l'université de Chicago.

¹³ Le plus grand défenseur de la prise en charge des missions de service public par le secteur privé fut Herbert Hoover.

des fondations et l'afflux de fonds publics dans la recherche à la fin des années 1950 allaient changer l'équilibre entre pouvoir privé et pouvoir public.

2ème Partie. L'institutionnalisation de la philanthropie : De la perte de pouvoir à la reconnaissance d'une autorité.

La perte d'autorité des universités d'élite et la remise en cause des fondations.

Dans les années 1950, en période de restrictions budgétaires, le concurrence était rude entre les grandes universités pour les rares subsides accordés par le Congrès. Cette situation changea complètement après le choc de Spoutnik, le premier satellite mis en orbite par les Soviétiques, le 4 octobre 1957. Les Américains remirent alors en question le fonctionnement de leur enseignement supérieur et l'efficacité de leur système de recherche. Cette remise en cause aboutit à la promulgation en 1958 du *National Defense Education Act* qui eut pour principal effet de faire basculer les résistances du Congrès à la distribution des fonds fédéraux pour la recherche. Grâce à l'influence politique de leurs présidents, les grandes universités de recherche et en particulier les universités d'élite furent les grandes bénéficiaires de cette distribution de fonds.

L'examen du rapport de la National Science Foundation de 1968 sur le soutien fédéral à la recherche et au développement des universités, *Federal Support of Research and Development at Universities and Colleges and Selected Nonprofit Institutions, Fiscal Year 1968*, montre bien cette concentration des fonds fédéraux dans les mains d'un tout petit nombre d'institutions d'enseignement supérieur. En 1968, en effet, les 100 premières universités recevaient 87% des fonds pour la recherche et le développement. La concentration apparaît encore plus nettement quand on effectue le calcul sur les 20 premières, car on constate qu'elles se partageaient la moitié des fonds, l'autre moitié étant répartie entre les 600 institutions restantes. Sur ces 20 premières universités, 9 étaient publiques et 11 étaient privées. Dans les 11 universités privées on retrouvait les mêmes que celles qui avaient été favorisées par la philanthropie au début du 20^e siècle. En 1968, non seulement les fonds fédéraux

continuaient à être distribués en majorité à un petit nombre d'universités mais les grandes bénéficiaires de la manne fédérale étaient les institutions privées¹⁴.

Si cette dépendance financière des universités américaines d'élite à l'égard des subsides fédéraux semblait justifiée dans le cas des universités publiques, elle était tout à fait surprenante au niveau des universités privées surtout quand on voit la part exorbitante du poids du financement fédéral dans leur budget à la fin des années 1960. En effet, pour la grande majorité des universités d'élite privées la part du financement fédéral représentait, en 1968, entre 25 et 50% de leur budget de fonctionnement. Le summum était atteint par l'université Duke avec un pourcentage d'aide fédérale représentant plus de 50% du budget, sans parler du MIT dont le budget de son laboratoire de recherche, l'*Instrumentation Laboratory*, entièrement financé par le gouvernement fédéral, dépassait à lui seul celui de l'université dans son ensemble¹⁵.

Cette présence physique et financière du gouvernement fédéral sur les campus des universités allait sérieusement être remise en cause avec les mouvements de contestation contre la guerre du Vietnam. En effet, les universités qui travaillaient en relation étroite avec les agences fédérales pour une recherche à des fins militaires furent les premières touchées par la révolte étudiante. Même si l'ampleur de cette révolte ne fut pas la même sur tous les campus, elle eut des conséquences à long terme sur l'ensemble de l'enseignement supérieur et tout particulièrement sur les universités d'élite et leur relation de pouvoir et de dépendance avec le gouvernement fédéral.

Les événements de 1968 eurent deux conséquences majeures pour les universités d'élite. La première fut un désengagement du Ministère de la Défense du financement de la recherche et notamment de la recherche fondamentale. La deuxième conséquence, et sans doute la

¹⁴ Pour une analyse plus détaillée de la place des universités privées dans le financement fédéral, nous conseillons au lecteur de se reporter à notre ouvrage, C. MASSAEYS-BERTONECHE, *Philanthropie et grandes universités privées américaines : Pouvoir et réseaux d'influence*, Bordeaux : PUB, 2006

¹⁵ L'*Instrumentation Laboratory*, contrairement à l'autre laboratoire géré par le MIT, le *Lincoln Center* n'avait donc pas un budget indépendant mais faisait partie du budget propre du MIT. Cette situation allait changer après les événements de 1968.

plus importante, fut la perte de considération des universités d'élite auprès de l'opinion publique et des hommes politiques. Au milieu des années 1970, en pleine crise économique et financière, se posa alors la question pour les universités d'élite de savoir comment obtenir l'aide publique et le soutien des élus pour des institutions qui étaient loin d'être populaires ou, formulé autrement, comment créer un outil d'influence et de pouvoir qui puisse à la fois attirer les capitaux privés et bénéficier du soutien fédéral, notamment des aides fiscales, tout en étant accepté du grand public. La même question se posait aussi pour les fondations qui avaient été durement remises en cause pendant les années du maccarthisme.

À la fin des années 1950, pendant la période du maccarthysme, plusieurs organes de presse de droite lancèrent des attaques contre les fondations les accusant « d'activités anti-américaines » et, de manière paradoxale, de « tendances gauchistes »¹⁶. Plusieurs commissions furent alors mises en place pour enquêter sur les activités des fondations et sur l'utilisation de leurs ressources. Malgré la volonté de coopération des dirigeants des fondations, les détracteurs de la philanthropie ne désarmèrent pas et orientèrent leurs attaques vers la remise en cause du statut fiscal des fondations.

En 1969, après dix ans d'une longue bataille et sous la pression des événements politiques de 1968, le Congrès vota la Loi de Réforme Fiscale de 1969, *The Tax Reform Act of 1969*. Cette loi, même si elle se révéla à long terme beaucoup moins draconienne que prévue, eut pour conséquence d'affaiblir le pouvoir des fondations et de leurs dirigeants au niveau politique. Elle eut surtout comme effet de faire réaliser aux responsables des fondations l'importance de défendre leur image pour ne pas susciter de réactions négatives de l'opinion publique risquant d'entraîner une sanction légale du Congrès.

Comme le formulait le président d'une fondation : « Nous avons pris conscience que nous étions un vaste réseau d'organisations avec peu ou même aucun organisme pour assurer notre défense collective. Plus important encore fut la prise de conscience soudaine que nous

¹⁶ Cité dans E. ANDREWS, *Foundation Watcher*, Lancaster: Franklin and Marshall College, 1973, p. 132

avons besoin d'une défense et que ce besoin était urgent. »¹⁷ L'idée qui émergea alors, et qui est sous-entendue dans cette déclaration bien qu'à notre connaissance elle ne fût jamais formulée par aucun leader de manière claire, fut la prise de conscience de la possibilité d'inclure les fondations à l'intérieur d'un réseau beaucoup plus vaste d'associations ayant une bonne image de marque. Le seul problème qui se posait était de définir ce réseau, de créer une cohérence en son sein et, si possible, d'en assurer le contrôle et la coordination sans que cela n'apparaisse de manière trop flagrante.

Devant ce problème commun, les présidents des universités d'élite et les dirigeants des fondations s'unirent pour créer un système philanthropique ayant du pouvoir et bénéficiant d'une autorité reconnue.

La mise en place d'un système philanthropique s'appuyant sur une autorité traditionnelle.

En 1973, sous l'influence de John D. Rockefeller III, fut créée une Commission, composée de 13 membres et présidée par John Filer, un avocat d'entreprises, président de la compagnie d'assurance Aetna, qui prit le nom de *Citizens' Commission on Private Philanthropy and Public Needs* ou Commission Filer. Parmi les membres de cette Commission, on trouvait des représentants des fondations tels que Alan Pifer, président de la Corporation Carnegie¹⁸, et des responsables de grandes universités privées. Ces dernières étaient aussi représentées par les experts travaillant pour la Commission¹⁹. La Commission Filer

¹⁷ Cité dans FRUMKIN, « Private Foundations as Public Institutions », dans LAGEMANN, *op. cit.*, p. 71.

¹⁸ D'après Peter Dobkin Hall, Alan Pifer fut nommé dans la Commission par John D. Rockefeller III en récompense des conseils qu'il lui avait prodigués face aux changements en cours dans le monde de la philanthropie. Voir P. D. HALL, *Inventing the Nonprofit Sector*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1992, p. 297, n. 216.

¹⁹ Parmi ces experts, on trouvait Martin S. Feldstein et Paul N. Ylvisaker, deux personnalités académiques de l'université Harvard ainsi que Stanley S. Surrey, Secrétaire d'Etat aux Finances et intervenant à la Faculté de droit d'Harvard. Pour la composition détaillée de la Commission Filer, voir Commission on Private Philanthropy and Public Needs, *Giving in America: Toward a Stronger Voluntary Sector, A Report*, Washington D.C., Commission on Private Philanthropy and Public Needs, 1975.

sortit son rapport en 1975 et les résultats des recherches qu'elle généra furent publiés deux ans plus tard par le ministère des Finances sous la forme de six épais volumes²⁰.

Son rapport débutait en affirmant que « peu d'aspects de la société américaine étaient aussi connus et aussi typiquement américains que son réseau d'organisations volontaires »²¹. Il soulignait le fait que les communautés de citoyens avaient été établies aux Etats-Unis avant qu'aucun gouvernement ne soit mis en place et que « cette pratique de pourvoir aux besoins de la communauté sans l'aide du gouvernement avait profondément façonné la société américaine »²². Il insistait sur la différence entre la majorité des pays où des institutions sociales essentielles, comme les universités, les écoles, les musées, les bibliothèques ou les services sociaux, étaient gérées et financées par l'État et les États-Unis où beaucoup de ces institutions étaient gérées et soutenues de manière privée sur la base du volontariat. Il concluait en affirmant que ces organisations volontaires ne cessaient d'enregistrer une augmentation de leur importance et de leur nombre, vérifiant ainsi une nouvelle fois la phrase si souvent citée de Tocqueville selon laquelle « les Américains de tous les âges, de toutes les conditions, de tous les esprits s'unissent sans cesse »²³.

À ce secteur volontaire, qui représentait « une part essentielle et importante de la société américaine », la Commission Filer donnait le nom de « Tiers Secteur », car il venait en troisième position derrière le gouvernement et le business²⁴ et elle insistait sur le fait que le rôle de ce tiers secteur en tant que force additionnelle au gouvernement et, dans beaucoup de domaines, en tant qu'alternative et même contrepouvoir à celui-ci n'avait jamais été aussi important²⁵.

²⁰ Les six volumes des travaux de recherche furent publiés sous le titre de *Research Papers Sponsored by the Commission on Private Philanthropy and Public Needs*, Washington, D.C., Department of the Treasury, 1977 et ont été à l'origine de la plupart des articles publiés sur le secteur non lucratif dans les années 1980

²¹ *Report of the Commission on Private Philanthropy and Public Needs*, *op. cit.*, p. 9.

²² *Ibid.*

²³ A. DE TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, Paris : Editions Robert Laffont, 1986 p.502.

²⁴ *Report of the Commission on Private Philanthropy and Public Needs*, *op. cit.*, p. 11.

²⁵ *Ibid.*, p. 12.

Deux auteurs européens sont particulièrement populaires aux Etats-Unis et parfaitement connus des universitaires : Tocqueville et Weber. Il n'est donc pas étonnant que les auteurs du rapport, en grande majorité des universitaires, aient choisi d'appuyer l'autorité de ce « Tiers-Secteur » sur ce que Max Weber appelle le fondement traditionnel²⁶. En effet, tous les termes et citations de ce rapport font référence à la tradition typiquement américaine, aux coutumes valables de tout temps et au caractère inaliénable de dispositions qui existent depuis toujours. Ce choix est d'autant moins étonnant qu'il coïncide avec la renaissance aux Etats-Unis du mouvement conservateur et de la remise en valeur de la tradition. Suivant cette tendance les dirigeants des universités d'élite et les responsables des fondations, soutenus par le monde des affaires, vont réussir à institutionnaliser le système philanthropique et à le faire reconnaître par l'ensemble des forces publiques et par la majorité des citoyens comme une composante indispensable de la société américaine. Cette force de pouvoir conçue au départ par l'establishment de la côte Est, la droite conservatrice du Middle West devait tenter de la récupérer pour en faire une force de contre-pouvoir .

Évaluation de l'autorité des universités face au pouvoir des fondations conservatrices

Les années qui suivirent la publication du rapport Filer, c'est-à-dire la fin des années 1970, virent naître, sous l'impulsion d'un certain nombre d'intellectuels déçus par l'évolution du Parti démocrate et nouvellement acquis à la cause de la droite, une prolifération de fondations défendant les thèses conservatrices. Une de leurs idées majeures était de soutenir la croissance d'un « contre-establishment », selon l'expression de Simon Blumenthal, pour mieux défendre les valeurs de droite et de cibler la philanthropie, et notamment la philanthropie d'entreprise, vers des institutions défendant « les valeurs de la libre entreprise, la liberté individuelle et les valeurs américaines traditionnelles ». Le rôle que ces organisations conservatrices ont joué sur les campus notamment dans la bataille contre l'*affirmative action* et le politiquement correct a été largement débattu mais peu d'études ont été faites sur le pouvoir réel de changement que ces fondations ont eu au sein de l'enseignement supérieur.

²⁶ Voir M. WEBER, *Economie et société*, vol. 1, Paris : Pocket, 1995, pp. 285-349

Le premier rapport, et le seul à notre connaissance, sur la stratégie philanthropique des fondations conservatrices fut publié en 1997 par le *National Committee for Responsive Philanthropy* (NRCP), organisation née en 1976 et se situant dans la mouvance progressiste²⁷. En nous appuyant sur ce rapport écrit par Sally Covington, nous avons essayé d'évaluer le poids financier de l'investissement des fondations conservatrices dans les universités d'élite.

Dans son rapport, Sally Covington étudie les donations faites par douze fondations conservatrices sur une période de trois ans, allant de 1992 à 1994 inclus²⁸. En 1994, dernière année de l'étude, ces fondations contrôlaient environ un milliard de dollars d'actifs et avaient distribué, sur les trois ans étudiés, 300 millions de dollars, dont 210 étaient particulièrement destinés à faire avancer la cause conservatrice.

Une étude plus poussée sur un échantillon de grandes universités privées montre que l'argent injecté par les fondations de droite représentait moins de 10% du total des donations faites par des fondations. Il serait exagéré d'en conclure que les donations en provenance des fondations de droite sont négligeables, mais elles sont loin d'être exceptionnelles. Cette relativité du poids des fondations de droite nous paraît essentielle et l'on peut regretter que Sally Covington se soit limitée à donner les chiffres concernant les fondations conservatrices sans les resituer dans un contexte plus global²⁹. Comment, en effet, ne pas comparer le million de dollars donné à Stanford par les douze fondations, sujet de l'étude, avec la donation de 400 millions qui lui a été faite récemment par la fondation Hewlett-

²⁷ Voir S. COVINGTON, *Moving a Public Agenda: The Strategic Philanthropy of Conservative Foundations: A Report for the National Committee for Responsive Philanthropy*, Washington, D.C., National Committee for Responsive Philanthropy, July 1997.

²⁸ Lynde and Harry Bradley Foundation, Carthage Foundation, Earhart Foundation, Charles G. Koch, David H. Koch and Claude R. Lambe Charitable Foundations, Phillip M. McKenna Foundation, J.M. Foundation, John M. Olin Foundation, Henri Salvatori Foundation, Sarah Scaife Foundation et Smith Richardson Foundation. Voir COVINGTON, *op. cit.*, p. 5.

²⁹ Elle ne donne ni le montant de l'apport total des fondations à l'enseignement supérieur pour les années étudiées, ni celui des actifs des fondations les plus actives dans ce domaine.

Packard³⁰. La seconde question que l'on peut se poser sur l'influence des fondations qu'elle étudie est de savoir où se situe la frontière entre les fondations dites « libérales » et celles classées comme « conservatrices ». Elle nous semble très ténue. Certaines fondations qui ne sont classées ni dans un camp ni dans l'autre nous apparaissent avoir des idées très proches des fondations conservatrices, notamment en ce qui concerne la libre entreprise et l'encouragement de la collaboration entre les universités et le monde des affaires.

On peut d'ailleurs se demander, à l'instar de Karin Paget qui commente dans *The American Prospect*, plusieurs travaux sur la philanthropie dite « de droite », quelles sont, parmi les grandes fondations, celles qui peuvent vraiment être considérées comme progressistes³¹. Karin Paget s'interroge notamment sur le fait de savoir si des fondations comme Ford, Rockefeller ou Carnegie peuvent être considérées comme appartenant à cette catégorie. D'après elle, même si ces grandes fondations n'ont rien à voir aujourd'hui avec les fondations familiales de taille moyenne qui animent le mouvement conservateur, elles n'en restent pas moins traditionalistes. Elle pense aussi, et nous le pensons avec elle, que « si, par hasard, le personnel de ces fondations avait tendance à dériver vers la gauche, il serait rapidement rappelé à l'ordre par les membres des conseils d'administration, dans lesquels siège une majorité de dirigeants de grandes entreprises »³². C'est pour cela que ceux qui les gèrent préfèrent investir dans des institutions amies, déjà reconnues, et dont ils sont sûrs que leur choix satisfera les membres de leurs conseils.

Les liens anciens que les grandes universités ont établis avec les fondations en font donc leurs bénéficiaires privilégiées sans qu'elles aient besoin de faire beaucoup d'efforts ou de concessions. C'est ce que faisait remarquer Joyce Mercer, journaliste à *The Chronicle of Higher Education*, lorsqu'elle commentait les résultats des 50 plus grandes institutions bénéficiaires des fondations en 1997, « la plupart de celles qui apparaissent, année après année, sur la liste du Foundation Center sont les 'suspectes habituelles' : les universités les

³⁰ Voir Z. S. TUMGOREN, « Stanford Receives \$400-Million from Hewlett Fund », *The Chronicle of Philanthropy*, May 2001.

³¹ K. PAGET, « Lessons of Right-Wing Philanthropy », *The American Prospect*, n°40, September-October 1998, pp. 89-95.

³² *Ibid.*, p.93.

plus prestigieuses et les plus riches de la nation »³³. Michael O'Neill, directeur de The Institute for Non-profit Organization à l'université de San Francisco, va dans le même sens lorsqu'il affirme : « c'est comme Wall Street : les gens ont tendance à investir sur les grands noms, ceux qui sont familiers »³⁴. On peut donc très justement douter de l'influence que peut avoir, surtout à long terme, une poignée de fondations de taille moyenne sur la ligne politique des grandes universités.

Dans cet affrontement entre l'establishment et le « contre-establishment », il est certain que, jusqu'à aujourd'hui, les fondations, dans leur grande majorité, sont restées du côté de l'establishment et que leur politique s'élabore en concertation avec les responsables universitaires. Elles forment donc avec ceux-ci une force de pouvoir dont l'autorité est reconnue par l'ensemble des forces politiques.

Cependant sont apparues ces dernières années de nouvelles fondations qui par leur taille et par l'amplitude de leurs donations sortent du cadre existant et qui risquent donc de redéfinir dans les années à venir les rapports de pouvoir et d'autorité qui ont été mis en place.

En conclusion on peut dire qu'en ce début du XXI^e siècle, la puissance financière des philanthropes est aussi grande qu'elle l'était au début du XX^e siècle. Pourtant, malgré les nombreux articles qui ont tendance à les comparer, Bill Gates n'est pas John Rockefeller et encore moins Andrew Carnegie. Il n'a ni la motivation religieuse du premier, ni l'idéal politique du second. Il n'a pas, non plus, de « philanthropoïdes » pour le guider dans son action et ne semble pas avoir le même respect pour l'autorité universitaire qu'avaient ces derniers. On peut cependant penser, si on compare les deux périodes, que sur le long terme la gestion de ces immenses fortunes actuelles sera récupérée par le monde universitaire mais en attendant, aujourd'hui comme au début du XX^e siècle, le pouvoir des philanthropes, des fondations et du secteur privé n'a jamais été aussi fort.

³³J. MERCER, « Some colleges do well every year in securing foundation grants », *The Chronicle of Higher Education*, April 18, 1997, pp. A39-A40.

³⁴*Ibid.*